

## **L'Energie - Une Question de la Justice**

Le courant exempt d'atome ne signifie pas encore un changement d'énergie. Le progrès réel résulte seulement d'une minimisation des risques de toutes les formes de la génération énergétique. En outre, il faut la balance entre les différents biens comme la protection du climat, la sécurité d'approvisionnement la capacité compétitive – et cela sur le plan mondial.

*Par Reinhard Cardinal Marx*

*(Traduit de l'allemand par Mme. A. Elmendorff-Pfeifer, Düsseldorf)*

En Allemagne le débat public sur l'avenir de l'approvisionnement énergétique est trop concis. Car il tourne essentiellement autour de la peur d'une catastrophe atomique. Etant donné les terribles catastrophes de Fukushima et de Tchernobyl et la question non encore résolue du stockage final des déchets atomiques, cette réaction se comprend facilement. Il en est de même de l'exigence juste de terminer aussi tôt que possible la génération de courant par l'énergie atomique. Cependant, ce débat malheureusement ne tient pas suffisamment compte du fait que le soi-disant changement énergétique ne peut pas consister à fuir à yeux fermés d'une forme d'énergie pleine de risques et finalement irresponsable.

Le sujet est très varié. A côté de la question de savoir si les Allemands veulent continuer à porter les risques de l'énergie atomique, d'autres développements se mettent encore une fois au premier plan: par exemple l'utilisation excédentaire de ressources fossiles comme le charbon, le pétrole et le gaz naturel, le changement de climat global devenant de plus en plus menaçant, l'accroît y lié de catastrophes naturelles extraordinaires, et à ne pas oublier les besoins en énergie rapidement croissants des pays en développement et des pays émergents. Il est urgent de s'occuper de façon compréhensive de questions relatives à la politique écologique et énergétique. La société allemande doit accepter cette tâche sans ignorer la complexité du sujet et de reculer d'effroi de la précision et de la différenciation nécessaires.

Il y a déjà deux ans que la Commission pour les questions sociales de la Conférence Episcopale allemande a décidé de s'occuper de façon compréhensive du sujet de la politique énergétique. Au début des travaux il n'était pas prévisible que le résultat de ces délibérations fondamentales pourrait être présenté à un moment où l'avenir de l'approvisionnement en énergie tient le monde en souffle. Cette coïncidence explique aussi pourquoi le texte des experts "Obligé à la création. Suggestions pour un traitement durable de l'énergie" que la Conférence Episcopale allemande vient de publier n'est pas une prise de position sur l'énergie atomique, comme l'on pourrait peut-être supposé. L'horizon de l'Eglise n'est justement pas limité par le sujet de l'énergie nucléaire. Ce qui est important pour nous sont les fondements éthiques d'un approvisionnement énergétique durable: Tel l'agir écologique-éthique est ancré dans la foi créateur. En outre, la question énergétique est centralement une question de justice.

C'est pourquoi Pape Benoît, à raison, a signalé dans son importante Encyclique Sociale "Caritas in veritate" que l'approvisionnement en énergie est un des plus grands défis pour le développement civilisateur de l'humanité. L'utilisation excédentaire de ressources énergétiques serrées et le changement de climat menaçant causé par la consommation d'énergie fossile violent déjà aujourd'hui la justice globale, intra-générationnelle et écologique. En outre, une partie considérable de l'humanité n'ont toujours aucun accès ouvert et bon marché à l'énergie. Ainsi manque la base nécessaire pour le développement de conditions de vie dignes d'homme.

La vie avec la lumière électrique est en Europe occidentale tellement évidente et inéluctable qu'une vie sans cette conquête semble unimaginable. En s'accoutumant trop à ce qui va de soi l'on a oublié quel bien précieux l'énergie représente pour l'homme. L'accès à l'énergie est la base du progrès économique et social, de la prospérité et de la paix sociale. Par

contre, la pénurie en énergie est le problème-clé de la pauvreté. Avant tout les pays en développement sont concernés. La pénurie en énergie est accompagnée de problèmes variés, même fondamentaux, qui ne veulent plus s'ouvrir à un monde électrifié: La pénurie en énergie retarde le développement économique dans le domaine de l'agriculture non moins que dans le domaine de la communication. En jeu sont cependant non seulement les chances de développement de l'économie nationale. De temps à temps compte aussi la survie pure. Parce que l'eau ne peut pas être cuite suffisamment il manque de l'eau potable; des réchauds traditionnels opérés avec bois ou engrais sont des sources de graves maladies. La sécurité de l'approvisionnement en énergie de tous les hommes doit donc être la maxime d'un traitement durable de l'énergie.

La protection du climat est étroitement liée à la question de l'accès juste à l'énergie. Le changement du climat de plus en plus menaçant porte mondialement atteinte aux conditions de vie de l'homme et affecte surtout les pays en développement. Un problème éthique fondamental consiste en ce que ceux qui causent la haute consommation d'énergie et les émissions de gaz de serre chaude ne sont pas identiques avec ceux qui doivent supporter les conséquences de ce comportement. Dans cette mesure la question sociale du 21ème siècle est liée à la mission mondiale d'une distribution juste des coûts écologiques subséquents de l'utilisation d'énergie selon le principe de celui qui cause la situation.

Déjà en 1997 il a été reconnu dans le protocole Kyoto que les membres de la communauté des Etats ont des responsabilités différentes. Surtout les nations industrielles qui ont transféré les coûts énergétiques à l'environnement et qui émettent la majeure partie des gaz de serre chaude ont des devoirs. C'est pourquoi la politique énergétique future doit être orientée vers la justice globale. Cela inclut l'engagement pour le droit au développement de l'économie et de la prospérité aussi dans les pays en développement et les pays émergents.

Le dilemme fondamental de la politique de climat et d'énergie, à savoir que ceux qui causent l'émission et ceux qui en souffrent ne sont pas identiques, ne concerne pourtant pas seulement la communauté mondiale actuelle. La question de justice se pose surtout vue la situation entre les générations vivant actuellement et les générations à venir. Notre manière de traiter aujourd'hui l'énergie a des répercussions qui dépassent largement notre espace de vie. Toute forme de génération énergétique, actuelle comme à l'avenir, doit s'orienter donc aussi vers l'échelle de la justice intra-générationnelle et globale. A cet effet les générations à venir ont une sorte de droit d'intervention. La terre leur a été donnée par Dieu doit être conservée par eux et par toutes les créatures comme "maison à vie" apte à l'avenir. Afin de leur ouvrir des chances de prospérité comparables la consommation de ressources énergétiques épuisables doit être compensée par des formes d'énergie autant que possible régénératives.

La sécurité de l'approvisionnement en énergie est cependant seulement un aspect parmi plusieurs. Il faut également tenir compte des effets secondaires de la génération d'énergie, avant tout les effets sur la création et la vie des hommes. La protection du climat et de l'environnement sont des commandements de la justice écologique. Celle-ci exige des modes de vivre et de comportement imprimés de garder la mesure et de solidarité. Les styles en matière d'économie et de vie doivent être vérifiés sérieusement. L'individu, mais aussi la société et l'Etat ne doivent pas être indifférents vis-à-vis des dommages qu'ils causent.

Toutes les décisions de politique énergétique se trouvent donc dans un triangle visé de protection du climat et de l'environnement, sécurité d'approvisionnement ainsi que rentabilité et de capacité compétitive. Bien sûr ces objectifs se trouvent dans une certaine situation de tension mutuelle. Selon la pondération respective des aspects sociaux, économiques et écologiques des priorités différentes sont établies. Il est avant tout la tâche de la politique de créer une balance entre ces objectifs visés et de s'orienter en cette matière au principe de la durabilité.

Toujours et toujours les évêques allemands également ont repensé l'évaluation éthique de l'énergie nucléaire. Déjà en 1980 ils ont constaté dans leur déclaration "L'avenir de la création - L'avenir de l'humanité" que même si des voies moralement responsables pour la mise à la disposition et l'utilisation de l'énergie atomique étaient trouvées il restait inquiétant de se fixer dans la grande planification à un seul genre d'énergie. Mieux que le développement d'une espèce d'énergie qui à la longue détermine l'avenir de beaucoup d'hommes sous l'aspect technologique et enlève aux générations futures la marge des décisions propres, seraient plusieurs voies qui se complètent les unes des autres. Cette déclaration a été influencée par les discussions qui dès le début des années soixante-dix se sont déroulées au sujet des limites de la croissance, suite à l'exploitation des gisements de matières premières et de la destruction d'espace de vie. La crise de pétrole d'alors a également déterminé le déroulement du débat. A l'époque-là les évêques ne le considéraient pourtant pas comme leur tâche d'établir une conception en matière de politique énergétique et écologique. Cependant, à l'époque comme aujourd'hui ils se sentent obligés de fouler des échelles vers lesquelles la politique, l'économie et la technique peuvent s'orienter.

A l'occasion de cette parole épiscopale Joseph Cardinal Höffner, à l'époque Président de la Conférence Episcopale allemande, a donné en automne 1980 un rapport sur le sujet "L'homme et la nature dans l'ère de la technique". Etant donné que le Cardinal de Cologne y a formulé des réserves fondamentales envers l'énergie atomique le rapport a trouvé beaucoup d'écho. La question de sécurité était pour Höffner décisive. Parce que l'utilisation de l'énergie atomique serait la "technique la plus risquée" et un danger de "qualité spécifique" la protection de l'humanité contre l'énergie nucléaire serait "la tâche de tous les Etats". La science et la technique devraient viser de nouvelles forme de la génération énergétique ménageant tant que possible l'environnement et incluant moins de risques. Le Cardinal Höffner n'a jamais eu de grands espoirs en l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Il l'a à la rigueur tenue pour justifiable comme technique de tradition, pourvu que l'on cherche sérieusement des formes énergétiques alternatives. Simultanément il faudrait continuer à s'efforcer d'amoinrir les risques de sécurité restants.

De même, le texte d'experts publié par la Conférence Episcopale 2006, intitulé "Le changement de climat: focus de justice globale, intra-générationnel et écologique", a conclu lors de l'évaluation éthique de l'énergie nucléaire que l'utilisation de cette forme d'énergie n'est pas, à la longue, une solution responsable. A cause de l'enlèvement non encore clarifié de la possibilité de grandes catastrophes et d'attaques terroristes les évêques considéraient, il y a déjà cinq ans, l'utilisation de l'énergie nucléaire comme non justifiée. Rien n'a changé cette attitude. C'est pourquoi la vitesse sur la voie à une ère des énergies régénératives doit être accélérée dans la même mesure que la génération de courant à l'aide d'énergie atomique doit être terminée aussi tôt que possible. Dans cet ordre d'idées et indépendamment de la vie utile de l'énergie atomique, des solutions pour l'enlèvement des décombres atomiques sont hautement nécessaires. Car les quantités de décombres actuelles et futures doivent être débarrassées sûrement, socialement et écologiquement conciliables.

Il faut une politique énergétique sans contradiction non seulement sui le plan national. Nécessaires sont également des négociations internationales sur des conditions cadres correspondantes. Certainement l'énergie nucléaire continuera à être utilisée dans de nombreux Etats. Selon le principe de la responsabilité globale il s'ensuit l'obligation d'apporter au sein des commissions internationales des contributions substantielles à la sécurité des centrales nucléaires, à la solution des problèmes de stockage intérimaire et final ainsi qu'à la sortie de l'énergie nucléaire. Dans ce contexte un effet de signalisation pourrait procéder de l'éloignement de l'énergie atomique. Il ne peut pas être le but du changement d'énergie de se montrer moralement. Nous devons employer toute notre ambition pour développer des alternatives pour l'avenir et continuer à réduire les conflits visés entre la sécurité

d'approvisionnement, la rentabilité et la durabilité. Le monde poursuivra avec intérêt, si l'Allemagne en tant que pays à technologie avancée et pays industriel réussira de marcher avec responsabilité en tête sur cette voie.

En discutant l'éthique, il faut également tenir compte des conséquences de l'arrêt de l'utilisation de l'énergie atomique. Nécessaire est non pas un "immédiat à tout prix", mais une politique tenant les effets secondaires négatifs aussi bas que possibles. Certainement en Allemagne les aiguilles de la transformation de l'approvisionnement énergétique ont été posées depuis longtemps. Mais jusqu'ici le focus a été mis trop fort sur la nouvelle orientation de la génération d'énergie. La planification de l'infrastructure qui sera nécessaire en cas de changement est en retard. Sortir de l'énergie atomique suppose donc nécessairement des investissements dans la recherche et le développement des voies de transmission et des technologies de stockage.

En évaluant les différentes stratégies de l'approvisionnement d'énergie sous l'aspect de responsabilité et d'éthique, la pondération de différents risques joue aussi un rôle qu'il ne faut sousestimer. De nouvelles formes de génération d'énergie impliquent de risques et provoquent des conflits quant à leur but. Cela est démontré par les parcs éoliens hauturiers qui lèsent le système écologique, par la cultivation de soi-disant plantes énergétiques qui rivalisent avec la cultivation de denrées alimentaires, ou au moyen des risques de la géothermie qui peut seulement fonctionner à des locations géologiquement appropriées. Il est indispensable de percevoir les risques dans leur interdépendance. C'est pourquoi le résultat d'une pondération responsable des risques n'est pas la minimisation absolue de tout risque. Une bonne politique consiste à éviter un seuil critique de risques et à augmenter les potentiels de résoudre les problèmes.

La sortie de l'énergie nucléaire devrait donc s'opérer en tout cas sous la prémisse d'un éloignement simultané des agents d'énergie fossiles. Cette exigence demande à plusieurs regards un changement de route: Le courant exempt d'atome ne fait pas encore un changement énergétique. Un traitement durable de l'énergie et un changement de l'approvisionnement aussi d'énergie sont donc à réaliser sur trois voies signalés aussi par Pape Benoît XVI dans son Encyclique "Caritas in veritate". En premier lieu la consommation d'énergie devrait être réduite en économisant. Un traitement économe de l'énergie exige une nouvelle conscience de responsabilité des consommateurs et un changement du style de vie. Deuxièmement des formes d'énergie traditionnelles devraient être exploitées de façon plus efficace. Cette augmentation de l'efficacité peut être achevée par voie d'économie, comme par exemple dans le domaine de la restriction de chaleur, de la mobilité et de la consommation de courant, mais aussi par l'innovation technique destinée à augmenter le rendement énergétique. En troisième lieu il faut une tournée vers l'énergie régénérative. Les précurseurs de ce développement doivent être, à côté des institutions de recherche, surtout les entreprises produisant de l'énergie et les entreprises à consommation d'énergie intense. En outre sont indispensables la promotion ouverte à la technologie ainsi qu'un développement souvent contesté d'une infrastructure correspondante répondant aux besoins du changement d'énergie. Dans les trois voies doivent s'engager non seulement la politique, l'économie et la science. Un changement d'énergie comprend la disposition de chacun de modifier aussi son style de vie. Alors il pourrait aussi devenir clair qu'un changement d'énergie n'est pas un pas en arrière mais qu'il avance plutôt une nouvelle idée de progrès durable qui est obligée à une "nouvelle synthèse humaniste", comme Pape Benoît XVI l'exige dans "Caritas in veritate".

Le texte d'experts intitulé "Obligé à la création. Suggestions relatives à un traitement durable de l'énergie" est une contribution à la discussion sociale sur les exigences d'une politique énergétique responsable. La discussion n'est pas centrée autour de questions techniques mais plutôt de pondérations éthiques compliquées entre les exigences éthiques

différentes de sécurité, de responsabilité pour la création ainsi que de développement économique et social. Une nouvelle direction de la politique énergétique s'impose en raison de la solidarité et de la justice.

La Commission Ethique "Approvisionnement sûr en Energie" installée par le gouvernement fédéral est chargée de réaliser un consensus social sur l'organisation future de l'approvisionnement énergétique. Ici il est une des tâches les plus importantes de présenter un résultat qui dure plus longtemps que les périodes de législature et dépasse les frontières des partis, qui accorde aux entreprises et aux fournisseurs la sécurité de planification, mais simultanément rend clair qu'il s'agit d'une tâche communautaire. Cette mission n'est pas facile et non pas achevée avec la transmission d'un rapport. Pour moi il est clair: La politique énergétique fait partie des grandes questions de notre pays qui exigent un large consensus tel qu'il est par exemple le cas pour les bases de la politique sociale et étrangère.

Avec la publication du texte d'experts "Obligé à la création" le travail des évêques allemands sur ce sujet n'est en aucun cas terminé. Nous avons formulé une prétention envers la société qui est aussi la mesure pour nous. L'Eglise est prête à accepter sur la base de sa doctrine sociale cette tâche dans le dialogue avec la société et dans la propre pratique.

*L'auteur est archevêque de Munich et de Freising et membre de la Commission Ethique "Sécurité de l'approvisionnement énergétique" du gouvernement fédéral allemand. Le texte d'experts "Obligé à la création" est accessible à l'internet sous [www.dbk.de/nc/](http://www.dbk.de/nc/).*